

Territoire Culturel : la quête du phénix

Antoinette de Robien

Number 104, Winter 2009–2010

Indiens
Indians
Indios

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/62591ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Intervention

ISSN

0825-8708 (print)
1923-2764 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

de Robien, A. (2009). Territoire Culturel : la quête du phénix. *Inter*, (104), 17–27.

» TERRITOIRE CULTUREL : LA QUÊTE DU PHÉNIX

ANTOINETTE DE ROBIEN



Notes

- 1 Art Aventure : concept développé par Domingo Cisneros, qui a réalisé les projets suivants : a) *Art-aventure : une célébration des arts et du désert*, dans le désert de la Zone du Silence, Durango, Mexique en 1984-85, et *Zone du silence : dix ans après*, en 1994-95 ; b) *Acid Rains / Pluies acides* dans la réserve faunique Papineau-Labelle, Québec, et au Lac Preston, Vermont, USA, en 1989 ; c) *Ecart : Art Aventure* dans la Zec Mitchinamecus, Hautes Laurentides, en août 1990 ; d) *Present* développé avec Eglyl Martin Kurdöl sur le glacier de Maradalen, Norvège, en août 1993, pour l'inauguration du Musée d'art contemporain de Lillehammer.
- 2 L'esprit des lieux : titre du colloque organisé par l'Université du Québec à Rimouski en 1987, dont les principaux intervenants étaient : Louise Déry, Domingo Cisneros, Frédéric Jacques Temple, Paul Chanel Malenfant, Luc Bureau, Christian Morissonneau, Bill Vazan, René Dérouin, Hélène Escobedo, Lise Labrie.
- 3 En 1984-85 par exemple, Richard Martel réalise pour la première fois une installation en pierres, *Mohovanec*, sur le site de Mohovano, ancien campement apache, dans la Zone du Silence ; selon lui, c'est son œuvre la plus marquante. Elle sera toujours visible dix ans plus tard. En 1994-95, Antoinette de Robien réalise à son tour une installation environnementale de 120 mètres de long, à partir de roches volcaniques, *El Ojo de Agua* : une mise en abîme de la perspective dans le désert, inspirée des travaux de l'artiste tessinois Felice Varini. Dans l'un et l'autre cas, les œuvres réalisées consistent en un dépassement de leur pratique habituelle.
- 4 Littéralement « terrassements » : les artistes creusent, déplacent, transportent, accumulent, griffent, tracent, plantent. Ils introduisent aussi des produits manufacturés. Les œuvres sont le plus souvent gigantesques, comme *Double Negative* de Michael Heizer, où 240 tonnes de terre sont déplacées dans le désert du Nevada.

Territoire Culturel : un projet de vie, ou presque. Un projet « d'art socioécologique », selon la définition de son concepteur, Domingo Cisneros, c'est-à-dire un combat qui propose, au-delà de sa dimension artistique, une quête environnementale sans précédent, liée aux aléas géographiques, politiques et humains qui la sous-tendent. Une œuvre en soi, grandeur nature, telle que l'explique son auteur. Un défi nécessaire, un espace virtuel à la recherche d'un ancrage dans le paysage, aux multiples conséquences sociologiques, tant sur les plans communautaire et territorial qu'identitaire. Une quête de réconciliation entre nature vierge et impact anthropique, dans différentes régions du monde, mais dans la forêt boréale plus qu'ailleurs.

Pour les écrivains et les artistes qui ont vécu l'un des projets d'« Art Aventure » mis sur pied par Domingo Cisneros¹, l'expérience d'une rupture radicale de leurs conditions habituelles de création, par l'immersion dans la nature sauvage, fut décisive au point de bouleverser leurs pratiques et leur vision de l'acte de création : d'une part, en raison de la confrontation qu'ils vécurent entre l'homme « civilisé » qu'ils étaient, avec ses repères urbains, et l'homme transformé par cette confrontation avec l'espace sauvage, qu'ils devinrent au sortir de l'expérience ; de l'autre, parce que la plongée dans l'immensité des sites – choisis pour leur relief, leur magnitude et leur éloignement de toute trace humaine – a permis la rencontre avec « l'esprit des lieux »², forcé la mise à distance des pratiques familières, ouvrant l'instinct de survie et de créativité à d'autres éléments (naturels, topographiques, géologiques) – ceux-ci conduisant à de nouvelles prises de conscience et de nouvelles expérimentations, jamais tentées pour certains³. Aux antipodes de l'art environnemental ou du Land Art et des *earthworks*⁴, l'Art Aventure engage la responsabilité individuelle et collective de l'artiste dans un processus de

survie en milieu naturel. Il intensifie le lien quasiment charnel entre le site, la végétation et la faune qui le peuplent, puis la relation qui s'établit entre soi et ces éléments dans le microcosme écologique, première matrice de la création, source de matériaux et d'espaces habitables par l'imaginaire. Ainsi, le rôle que joue l'espace sauvage, dans l'acte de création, est à la fois celui d'un catalyseur et d'un révélateur. Il questionne de très près la place de l'homme dans l'univers physique et spirituel. Il convoque d'autres forces et d'autres dimensions que le face-à-face narcissique avec l'esthétique. Et, parce que l'interdisciplinarité est autant une question d'ouverture à la transversalité des disciplines, qu'une condition implicite de remise en question de soi, c'est l'individu autant que le collectif qui s'en trouvent transformés. Après l'expérience d'un Art Aventure, de ses risques et de ses défis, aucun d'entre nous n'est ressorti indemne du dépassement tenté, et quelquefois atteint.

Seul défaut de ces expéditions polyglottes, internationales, scientifiques et artistiques : elles ne sont pas éternelles. Or, nombreux sont les participants qui auraient souhaité prolonger l'expérience : l'occasion était trop belle d'éprouver ces conditions extrêmes de création, de faire corps avec des sites méconnus, de partager un mode de vie hors du commun, loin des brouhahas des milieux de l'art. Certains se seraient bien vus adopter cette vacance étrangère à l'ordre du monde, comme mode de vie définitif, l'éphémère ayant gagné valeur d'éternité. De là la nécessité de prolonger cette possibilité, ce lien désormais autobiographique – ou était-ce géologique ? – avec le site, avec l'expérience même du site, tout autant que l'aventure humaine qui en résulte : un mode de vie somme toute frugal, ramené aux simples proportions d'un campement où l'humain réapprend à fréquenter ses semblables sans les oripeaux de la vie sociale.

> Domingo Cisneros, *Parole de lauzes*, 2001.

De retour au Québec, Domingo Cisneros réalise qu'il faut un lieu où poursuivre l'expérience, un cadre sauvage où recréer des occasions d'immersion en nature. Un espace assez vaste pour se perdre – condition pour mieux se retrouver ? –, assez intact pour que l'élan de protection à son égard suscite une plus profonde compréhension des écosystèmes et des habitats qu'il englobe, et assez brut pour que la rencontre avec la nature ne soit ni bucolique ni touristique. Surtout, afin que la définition des « lieux sauvages »⁵ ne soit ni galvaudée par des plans d'aménagement futurs, fussent-ils culturels, ni promise à la destruction par l'action « civilisatrice » de l'homme moderne⁶.

Cisneros confie au premier groupe d'artistes en art nature qu'il a mis sur pied, Boréal Multimédia, le mandat de chercher un territoire dans la région des Hautes-Laurentides où il vit depuis une quinzaine d'années. Le projet veut aller « au-delà de la relation artiste-nature, du Land Art ou de l'art écologique »⁷. La forêt boréale est le lieu idéal pour implanter

un laboratoire artistique à ciel ouvert, un campus forestier prolongeant partiellement l'expérience artistique du collège Manitou (premier collège postsecondaire autochtone en Amérique du Nord, situé en pleine forêt, à La Macaza, fermé trois ans après sa création par l'armée fédérale et provinciale sur ordre des gouvernements qui craignent l'émancipation de la jeunesse et la formation d'une élite amérindienne, et qui redoutent le succès de la méthode développée par Cisneros qui y dirige, de façon innovatrice, le département des arts et communications). À quelques coudées du collège brutalement fermé durant la nuit de Noël 1976⁸ – et dont toutes les productions (archives, photos, films, artefacts, objets traditionnels, œuvres et documents pédagogiques) sont détruites et enterrées par des *bulldozers* – une forme de résistance allait naître parmi certains anciens professeurs et artistes, qui choisissent malgré tout de rester vivre sur place. Les mêmes qui, en 1988, allaient fonder, avec plusieurs artistes et artisans locaux, le collectif Boréal Multimédia⁹.



5 Cf. Domingo Cisneros, « Les lieux sauvages », trad. Wanda Blynn Campbell, Axel Harvey et Louise Ethier, *Urgences*, n°s 17-18, colloque *L'esprit des lieux*, 1987 ; [version abrégée] *Possibles*, préface de Louis Hamelin, vol. 32, n°s 1-2, hiver-printemps-été 2008.

6 « Les différences de caractère spirituel entre un lieu sauvage et un autre domestiqué par l'être humain sont évidentes. L'inspiration que le premier nous donne est plus vigoureuse, plus profonde et, disons-le, plus éternelle. C'est une espèce de vécu préculturel, de caractère cosmique, sacré. Le lieu sauvage est ce qui n'a pas encore été. C'est une frontière, un jusqu'ici de la culture » (*Id., ibid.*)

7 *Id., ibid.*

8 Profitant des vacances de Noël durant lesquelles la plupart des étudiants autochtones étaient repartis dans leur famille, communauté ou réserve, les armées fédérale et provinciale investissent le collège, vident les lieux, chassent les dernières familles présentes sur le campus et détruisent dans la nuit du 24 décembre 1976 tous les équipements et documents pédagogiques qu'ils ensevelissent sur place. Parmi ces documents, on comptait des enregistrements en langues autochtones aujourd'hui disparues, des centaines d'heures de films, des milliers de photos, des objets traditionnels, des créations d'étudiants, l'ensemble des manuels scolaires adaptés à l'enseignement autochtone, les publications du Collège (qui possédait sa propre imprimerie) et les premiers dictionnaires jamais imprimés en langues autochtones – avec traductions en français et en anglais. La fermeture du collège aura un impact considérable sur les communautés autochtones, les étudiants étant renvoyés au néant, leurs études étant suspendues du jour au lendemain sans possibilité de reconversion et le cursus postsecondaire leur étant désormais inaccessible. Cette situation perdurera plus de 30 ans. Les bâtiments seront transformés en pénitencier fédéral.

9 Boréal Multimédia est créé en 1988. Les membres fondateurs de Boréal Multimédia sont : Domingo Cisneros, Wanda Campbell, Jean Fabb, Ann Burr, Ginette Piché, Daniel Poulin. Ils seront rejoints par Daniel Campeau.

À l'époque, Boréal Multimédia a le vent en poupe, bénéficiant des retombées de la reconnaissance accordée par la région des Laurentides à Domingo Cisneros : créateur du « Bestiaire Laurentien » (12 sculptures d'animaux mythiques associés à 12 légendes ayant pour cadre le territoire s'étendant de Val David à Mont Laurier)¹⁰, il est le premier lauréat du Grand Prix de la culture, en 1990. Le groupe multidisciplinaire qu'il entraîne dans ses projets d'Art Aventure, et avec lequel il contribue à sauver de la démolition l'ancienne gare de L'Annonciation, puis à la transformer en Centre d'exposition, est sur le point d'acquiescer le Camp Méthot, situé dans la zone du lac Caché à La Macaza. Ce futur territoire, qui compte trois lacs, plusieurs baraques d'hébergement et un accès direct aux terres de la Couronne, correspond aux critères recherchés. En 1993, Territoire Culturel est nommé « projet prioritaire de développement de la Municipalité régionale de comté Antoine-Labelle ». C'est une première historique : un projet culturel d'avant-garde devient le fer de lance du développement économique d'une région forestière. Plusieurs ministres et députés, convaincus de l'impact social et des retombées du projet, réitérent leur soutien à Cisneros. Le territoire est sur le point de naître. Il est alors décrit comme une « pourvoirie culturelle » aux multiples usages : lieu de formations en forêt, d'ateliers multidisciplinaires, école à ciel ouvert... Pôle d'attraction régional, il est aussi pressenti comme un faire-valoir identitaire pour la partie nord des Laurentides. En misant sur la nature sauvage, qui se trouve désormais associée au développement artistique, la ruralité nord-laurentienne défend ses couleurs et s'inscrit à l'avant-garde de certaines pratiques artistiques : installations environnementales, théâtre en forêt, happenings *in situ*, résidences nomades – vingt ans avant la mode des interventions dans le « paysage ». Cette effervescence devance de loin ce qui se fait plus au sud, dans certaines galeries d'art commerciales et fondations privées qui, sur le seul nom d'un artiste, font recette en empruntant des expériences devenues formules à succès¹¹ : autant de versions *soft* du versant nord de l'expérience, qui revient de plus loin...

Mais certains membres de Boréal Multimédia freinent l'acquisition du Camp Méthot et, de fait, retardent l'essor du projet. C'est le début de l'éclatement du groupe : Domingo Cisneros et d'autres¹² démissionnent en bloc, pour recréer peu après, à l'initiative de Lise Létourneau qui souhaite que le projet de Territoire Culturel ne soit pas abandonné, un nouveau collectif : Les Précambriens¹³ dont le nom, choisi par Cisneros, évoque plus que jamais un ancrage délibéré au socle géologique du bouclier laurentien. Une prise de position sémantique qui fait des Précambriens des précurseurs en région. C'est à ce nouveau collectif que Cisneros confie désormais le projet Territoire Culturel¹⁴.

À ce stade, celui-ci devance d'une part les besoins des régions forestières qui connaissent l'isolement culturel, un manque de services et de ressources, et qui ne savent pas toujours comment valoriser des espaces à la fois vastes et lointains ; et ceux de la communauté artistique, à 95 % urbaine, qui souffre de l'exiguïté des lieux de production en ville et d'une carence en grands espaces de création ouverts à l'année longue. Un paradoxe que Cisneros décrit parfois en mentionnant que, sans aller jusqu'à évoquer une nostalgie des temps primitifs, quelque chose pourtant le « diminue »

dans la modernité, et lui fait craindre la perte de la raison d'être humain. Le point de rencontre entre *nature* et *culture* qu'il articule dans ses œuvres et ses projets, devient un paradigme rappelant l'écart qui s'est creusé entre l'individu de son milieu d'origine. Ce que Cisneros revendique – en l'extériorisant par des actions collectives ou des interventions artistiques – est une manière de faire surgir de la culture à partir du « rien » que représente, par exemple, l'immensité des étendues laurentiennes. Idéalement même, Cisneros cherche à stimuler des engagements artistiques intenses à partir de la confrontation avec des territoires sauvages. « Le lieu sauvage est un lieu de thérapies, de retrouvailles et de libérations¹⁵. » Chose que n'oublieront pas ceux qui ont eu faim de ces dépaysements radicaux, et qui les cherchent encore.

Ce n'est en effet pas l'espace qui manque au Québec, en particulier dans les TNO (territoires non organisés) qui, comme leur nom l'indique, ne sont soumis à aucune affectation en particulier. Sur une superficie totale de 1 700 000 km², le Québec compte 1 500 000 km² de terres « publiques » réservées à la chasse, la pêche, mais aussi cédées aux industries forestières qui les exploitent intensément. Il n'y a donc rien d'absurde à souhaiter une autre forme de « développement », qui ne porterait pas atteinte à l'intégrité physique des espaces naturels, qui n'irait pas menacer, jusque dans leurs derniers recoins politiques, la faune et la flore en principe protégées – mais dans les faits promises aux joies de la prédation récréotouristique, que ce soit dans les zecs (zones d'exploitation contrôlée), les réserves fauniques (où la coupe de bois se pratique, malgré quelques précautions, en tout temps) ou même au sein des aires protégées (placées sous la tutelle d'associations de riverains lotisseurs). On compte aujourd'hui plus de 375 pourvoiries au Québec, 22 parcs nationaux, 21 réserves fauniques, 63 zecs, et 135 326 km² d'aires protégées correspondant à 8 % de la superficie totale du Québec. Si des concessions entières, de plusieurs centaines de kilomètres carrés, ont été accordées sans peine pour les loisirs des clientèles américaines et, plus récemment, aux familles ordinaires en quête d'un coin où taquiner la mouche, est-il utopique de réclamer qu'une parcelle de ces étendues soit réservée au développement culturel ? Est-ce trop demander qu'un territoire, équivalent à une pourvoirie, soit réservé aux arts et protégé pour les générations futures ?

Créer un précédent n'est pas sans risques. À la différence d'autres pays comme la France où se pratique une « politique du territoire » depuis plusieurs décennies, où divers acteurs (politiciens, aménagistes, urbanistes, conservateurs), facultés universitaires et « universités de pays » convergent ou débattent de la mise en valeur des territoires, de leur promotion identitaire et culturelle, la notion de « territoire » au Québec est encore rattachée, dans l'esprit de nos concitoyens, et surtout des gouvernements, aux ressources naturelles qui les caractérisent, et ce, dans une optique d'exploitation et de productivité, de rentabilité et de réapprovisionnement : mines, matière lignieuse, gibier, rivières... Pour être « durable », le développement local fait souvent table rase de ce qui existe ou, plus directement, énonce qu'afin de « régénérer la ressource », il faut d'abord la « prélever ». Admettons l'hypothèse de la délicatesse sémantique des industriels qui assurent prendre des gants pour effectuer leurs « cueillettes sélectives »...

10 Le *Bestiaire laurentien* fut créé en 1987. Présenté au Thunder Bay Art Gallery, en Ontario, il sera exposé lors d'une tournée de trois ans dans plusieurs musées, dont le Musée de la civilisation à Québec.

11 L'artiste René Derouin met sur pied plusieurs symposiums d'art contemporain, dont les titres (*Intégration aux lieux*, 1996 ; *Mythologie des lieux*, 1999 ; *Pour une culture du territoire*, 2001 ; *Les jardins du précambrien : sentiers d'art in situ*, 2003) reprennent les thèmes de plusieurs interventions antérieures de Domingo Cisneros. Boréal Multimédia, devenu Boréal Art Nature, proposera pour sa part des « expéditions art nature », calquées sur le modèle des arts aventures.

12 Membres démissionnaires de Boréal Multimédia : Domingo Cisneros, Wanda Campbell, Daniel Campeau, en 1994.

13 Les Précambriens, dont l'assemblée générale de fondation s'est tenue le 1^{er} mars 1995, regroupaient Lise Létourneau, Domingo Cisneros, Wanda Campbell, Daniel Campeau, Hélène Lemyre, Marie Andrée Brisson, Edith-Anne Pageot, Solange Milljours, Richard Lagrange.

14 Le journal *Le Devoir* titre en 1995 : « La Macaza veut créer un territoire culturel ».

15 D. Cisneros, *op. cit.*

Cependant, l'idée d'une préservation des espaces naturels mais aussi culturels fait son chemin. Tandis que Territoire Culturel est le seul projet au Québec à envisager le développement culturel sous l'angle territorial, au sens large du terme, comme promoteur d'identité régionale et non pas seulement comme une intervention restreinte aux proportions de *l'in situ*, ou comme un parc de loisirs artistiques localisé dans un périmètre donné, plusieurs tentatives gouvernementales et universitaires s'essayent à définir l'impact de l'influence humaine dans le paysage et, inversement, à cerner comment la géographie façonne au préalable les communautés, tout en induisant certaines de leurs caractéristiques culturelles. On assiste alors à la multiplication des chaires d'aménagement du paysage, au développement d'un vocabulaire analysant les espaces naturels en termes de « bassins versants », « contraintes hydriques », « contraintes anthropiques » et autres descriptions scientifiques du « paysage », dont la définition même est questionnée autant qu'elle est prétexte à de multiples hypothèses d'interventions. Parallèlement, on note l'extension de l'influence des urbanistes au sein des administrations rurales, à titre « d'aménagistes » du territoire. Une réflexion croisée se tisse entre milieux municipaux, confrontés à l'enjeu d'une valorisation de l'habitat rural, et ministères en charge des différentes composantes des régions. C'est à qui donnera, indépendamment des populations concernées, la meilleure définition de la façon dont il faut mettre à profit le territoire.

En 1993, Parcs Canada propose la notion *paysage culturel* qui regrouperait « des lieux géographiques qui ont des caractéristiques ou qui reflètent les valeurs d'une société du fait de l'interaction humaine avec l'environnement ». Le Ministère peine un peu à préciser ce qu'il entend par cette explication. En 2004, il en propose l'actualisation suivante : « Un paysage culturel se définit [...] comme un ensemble d'idées et de pratiques bien ancrées en un lieu. Cette définition vise à saisir la relation entre les caractéristiques tangibles et intangibles de ces lieux ». Pour ceux qui ne saisiraient pas encore ce que cette notion recouvre, les exemples suivants sont fournis : « Un paysage culturel peut être un ensemble de bâtiments, ainsi que l'espace qui les entoure, qui, ensemble, expriment un fait culturel (il s'agit d'un paysage "défini"). Il peut s'agir aussi d'une étendue de terrain où la nature et l'histoire humaine (sous la forme de migrations ou d'établissements) se sont manifestées ensemble de façon significative (c'est un paysage "évolutif"). Enfin, ce peut être un paysage qui, peu modifié par l'activité humaine, est associé à des événements religieux, artistiques ou culturels (c'est un paysage "associatif"). Exemples : un lieu sacré, le lieu où se déroule l'action d'un roman classique ou des paysages associés aux peintures du Groupe des Sept. »

Quant au Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, qui tente lui aussi de préciser la nomenclature des territoires, il propose la catégorie inédite du « paysage humanisé » : « Le statut de paysage humanisé est une reconnaissance de la contribution de l'être humain à la diversité écologique du territoire. De tout temps, l'occupation humaine a laissé des traces [...]. Les modifications durables du milieu engendrées par les pratiques humaines se sont parfois traduites par une biodiversité particulière, un nouvel

équilibre écologique et des paysages radicalement différents des paysages sauvages d'origine [...]. Ainsi, l'objectif poursuivi par la reconnaissance du statut de paysage humanisé est de protéger certains territoires habités remarquables, avec l'intention de maintenir les propriétés et l'harmonie de ces ensembles écologico-culturels tout en permettant la poursuite et l'évolution des activités humaines. »

Le Ministère formule ensuite un vœu pieu : « Ces territoires ne deviendront pas des musées, mais des zones d'excellence en matière de développement durable dans lesquelles les activités économiques, la conservation de la biodiversité et l'épanouissement social et culturel formeront un tout harmonieux ». Il prend cependant soin de préciser sur son site Internet¹⁶ qu'« aucun territoire n'est actuellement visé par ce statut au Québec. En effet, cette reconnaissance nécessite d'abord que la promotion d'un territoire au rang de paysage humanisé découle d'une volonté des communautés et des personnes qui l'habitent ». Il y a loin de la coupe aux lèvres...

Fatalité ou malédiction : les Précambriens voient leur espoir de créer un Territoire Culturel s'envoler lorsque la foudre s'abat sur la maison de Cisneros et de sa famille, la détruisant totalement un soir de juin 1996. Cisneros quitte la région pour disparaître plusieurs mois, éprouvé, en pleine rupture existentielle et personnelle. Malgré la perte totale de son œuvre, à l'exception de ses manuscrits, tout n'est pas mort et le Territoire Culturel renaîtra de ses cendres. Commence alors une période d'errance où Cisneros mesure, à chaque étape, à quel point le concept de Territoire Culturel est plus que jamais pertinent, utile et applicable dans différents points du globe. Nombreuses sont les régions pouvant en effet se doter d'un Territoire Culturel : il suffit d'une forêt, d'une vallée, d'une montagne, d'un lac ou d'une zone représentative d'une région, qu'aucune servitude ne lie définitivement à un usage restrictif, et qu'une communauté souhaite mettre en valeur culturellement. Par les espaces qu'il offre aux créateurs, le Territoire Culturel propose d'amplifier le champ d'action et les possibilités d'œuvrer en grand hors des circuits traditionnels. Il convoque loin des repères urbains la création multidisciplinaire : musée, théâtre, salle de concert à ciel ouvert ; lieu de résidence pour artistes nationaux et internationaux ; espace ouvert aux projets de groupes, d'associations, aux échanges avec les universités et les collèges ; terrain d'introduction à la vie dans la nature ; terre d'accueil pour les minorités culturelles en région ; laboratoire de recherche pour l'élaboration de nouveaux produits issus du terroir ; site privilégié pour la tenue d'ateliers pour jeunes publics. En provoquant une dynamique de création à partir d'un lieu sauvage, il offre au public un lieu unique où renouer le lien nature-culture. Enfin, c'est un modèle de gestion culturelle et environnementale sans précédent dans l'histoire : participatif, communautaire, en lien direct avec un « paysage » appréhendé autrement.

Cisneros envisage en effet tout le potentiel des différents habitats écologiques. Il imagine : ici, un territoire boréal ; là-bas, un territoire maritime ; plus loin, un territoire désertique... Et propose, au cours de ses voyages, une vision du projet adaptée à chaque environnement. De fait, divers sont les intervenants qui lui demandent de créer un Territoire Culturel dans des lieux aussi différents qu'éloignés les uns

¹⁶ *Paysage humanisé* [en ligne], www.mddep.gouv.qc.ca/biodiversite/privé/paysage/index.htm.

¹⁷ L'appellation *Matawinie* a été inventée par l'historien d'origine française Christian Morissonneau, à partir de la rivière Matawin, dont le nom dérivé du mot algonquin *mantawa* signifie « la rencontre des chemins ». La Matawinie est une portion de la région des Laurentides qui a été rattachée à la région de Lanaudière, il y a un peu plus de 20 ans.

¹⁸ Le village de Saint-Ignace-du-Lac, qui comptait environ 3 000 habitants, est inondé en 1937 pour créer le réservoir Taureau. Sa disparition profitera à Saint-Michel-des-Saints qui devient dès lors la bourgade principale du nord-est de la Matawinie, carrefour des industries forestières.

des autres. Dès 1991, lors de la *Biennale de La Havane* (Cuba) où Cisneros est conservateur invité, le Ministère de l'Éducation l'invite à développer un Territoire Culturel dans le cadre du Plan National Turquino : le projet consiste à créer de toutes pièces un village d'artistes dans la jungle, au pied du volcan Turquino, en vue d'endiguer l'exode rural, et à recommencer à zéro une « civilisation » à partir des éléments naturels environnants (fabrication de vêtements, habitat, outils...). En 1995, en République dominicaine, à la suite de l'expédition qui nous entraîne dans le Parc naturel de Pico Duarte, pour collecter des matériaux et réaliser une exposition au Musée de l'homme à Santo-Domingo, plusieurs rencontres ont lieu avec l'état-major de l'armée, des membres du gouvernement et l'évêché du district de Barahona. La création d'un Territoire Culturel est recommandée pour stimuler l'essor des villages les plus pauvres situés autour du lac salin d'Enriquillo, à la frontière haïtienne ; à Venga a Ver (Venez voir), hameau en bord de route où les enfants tentent d'arrêter les camions qui passent, la mission catholique du *padre* Ponce se réjouit des argiles et des roseaux que Cisneros a mis au jour en explorant la région qui compte aussi des restes de culture taïna et des peintures rupestres. Trop pauvre pour construire un four, la communauté se met à développer des créations artisanales à base de cette argile qui n'a pas besoin de cuisson pour sécher. Du « rien » que représente cette glaise jusque-là méconnue, Cisneros fait la preuve qu'un développement artisanal, donc économique, est possible.

La même année, via l'association EcArt que j'avais créée cinq ans plus tôt, après le projet d'Art Aventure du même nom, une première tentative est faite pour diffuser en France le concept de Territoire Culturel et ses applications possibles en milieu rural. À l'automne 1995, Cisneros présente le projet au Conseil général de la Mayenne. Le projet est appuyé et recommandé au Conseil régional des pays de la Loire et à la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC), à Nantes. Aucune nature sauvage à l'horizon de ce bocage agricole, mais une volonté de préserver le patrimoine bâti et les traditions ancestrales, tout en s'inscrivant dans une dynamique de création contemporaine. La Mayenne proposera un financement pour continuer les résidences et restaurer les bâtiments. Les Précambriens se prépareront à y réaliser le projet *Écorce de bouleau*.

En 1997, le Boreal Forest Institute of Arts (Keyano College) à Fort McMurray en Alberta, où Cisneros enseigne aux artistes autochtones durant l'hiver, propose de créer le

Territoire Culturel à proximité d'une pyramide en cristal que des Bahá'í s'approprient à édifier dans la forêt... La compagnie Syncrude Oil, principale actionnaire des gigantesques usines de sables bitumineux, veut assumer les coûts liés à la création du projet ; elle nous offre salaires, maison, voitures, mais Domingo refuse, ne voulant ni être « acheté » par une compagnie pétrolière qui, dans le même temps, détruit, avec la rivière Athabasca, les territoires des Indiens chipewyans, ni être « récupéré » par les convertis canadiens-anglais de cette branche méconnue de l'Islam qui s'est propagée dans les communautés autochtones de la région...

De retour au Québec, nous nous demandons où retrouver une région assez « sauvage » pour nous ancrer. En cherchant sur une carte, nous sommes intrigués par une zone très vaste et peu peuplée, de l'autre côté des Laurentides, dans la partie nord de Lanaudière : la Matawinie¹⁷. En 1998, elle n'a pas encore fêté ses vingt ans d'existence et peine à se faire connaître parmi les régions du Québec. La quasi-totalité de son territoire est constituée de parcs, de réserves fauniques, de pourvoiries et de zones d'exploitation contrôlée. Elle comprend aussi une réserve autochtone, plus au nord, la communauté atikamekwe de Manawan, que l'on ne peut atteindre que par un chemin de terre d'une centaine de kilomètres – les « Blancs » n'ayant pas cru bon d'asphalter la piste qui sert d'abord à vider la zone de son bois ; 3 000 Atikamekws vivent donc isolés aux confins de la Matawinie... Nous y voyons un signe et mettons le cap sur Saint-Michel-des-Saints, le dernier village avant la réserve, au nord de la route 131. En arrivant sur place, c'est encore trop « civilisé » : supermarché, vidéoclub... Douze kilomètres plus loin, là où s'achève la route, la pancarte d'un dépanneur fermé pour l'hiver affiche en toutes lettres : « Bienvenue au quartier défavorisé. Paye, pis ferme ta gueule ! » Voilà qui s'adresse sûrement à nous ! Quelques mètres plus loin, un peu avant l'entrée de la réserve faunique Mastigouche, nous découvrons une école abandonnée au bord de la route, là où l'asphalte cède le pas au sable. L'école est celle de Saint-Ignace-du-Lac, l'ancien village noyé pour créer le réservoir Taureau¹⁸ ; les enfants l'ont désertée depuis longtemps... Nous nous y installons.

Durant deux ans, nous parcourons les chemins forestiers qui s'étirent entre le lac Taureau et le lac Kempt, plus au nord ; nous suivons les rivières Matawin et Sauvage, explorons la réserve Mastigouche et la Rouge Matawin que Domingo connaît bien de l'autre côté, vers La Macaza, où sont encore les fantômes du passé. Dans une crique éloignée du Taureau, la baie du Canot Rouge, nous entrevoyons, avec la Chambre de commerce, la possibilité d'établir un camp semblable à ceux des Arts Avenues. Territoire Culturel nous hante. Il semble désormais évident que nous nous trouvons face aux espaces sauvages recherchés depuis des années. La Matawinie est pauvre comparativement aux autres régions, en retard sur le plan culturel. L'équivalent des Laurentides il y a vingt-cinq ans, constate Domingo que cette difficulté supplémentaire stimule. Tout est à faire, même la devise de Saint-Michel-des-Saints où nous descendons de temps à autre nous ravitailler semble le prescrire : « La forêt t'oblige ». Alors nous décidons, sans plus de préambule, de fonder le Groupe Territoire Culturel ; nous nous incorporons en juin 2000 sous le nom de Territoire Culturel Matawin, prenant pour compagnons de fortune une



> Domingo Cisneros, *La reconquête : paradis, enfer, purgatoire*, Le Lieu, centre en art actuel, Québec, 2008. Photos : Guy Sioui Durand.

travailleuse sociale de l'Association des travailleurs accidentés du Matawin, Hélène Mathieu, et Michel Des Jardins, alors directeur du Vidéographe, qui demeure aussi à Saint-Michel. C'est à ce moment précis que notre engagement en région marque le début d'une quête obstinée pour faire naître le Territoire Culturel envers et contre tout.

Joliette, Conseil de la culture de Lanaudière, an 2000 : nous présentons le projet lors de la consultation sur le Plan stratégique de développement culturel de la région de Lanaudière, et recevons l'appui de tous les organismes présents. Dans le même temps, nous fondons, au sein du Groupe Territoire Culturel, le CREAF : Centre de recherche et d'expérimentation des arts forestiers. L'idée est simple : par *arts forestiers*, nous entendons les « nouvelles formes d'art et d'artisanat issues de la forêt », que nous ne saurions ignorer, la forêt constituant au Québec notre environnement primordial et donc, en ce sens, le fondement de notre culture. Sans être à proprement parler « autochtone », le CREAF semble tout droit sorti des expérimentations de Domingo, de son obsession à faire naître, parallèlement à ses œuvres, des formes d'art populaire, à partir des ressources naturelles d'une région. Constatant que l'artisanat populaire québécois se cantonne à quelques traditions locales (ceinture fléchée, courtepointe, taille de cuillères, etc.), tandis que l'artisanat autochtone se limite encore à la fabrication de mocassins, de capteurs de rêve et de paniers en écorce de bouleau, impossible de ne pas vouloir réinventer de nouvelles traditions, stimuler la créativité par tous les moyens disponibles, à partir de notre environnement « naturel ». Car si l'évolution des arts autochtones s'est interrompue au moment de la Conquête, il y a quelque cinq cents ans, celle des traditions québécoises populaires n'a guère progressé, elle non plus. Nous sommes loin de l'effervescence et de la renaissance artistique amorcées au collègue Manitou. De part et d'autre de la fracture qui sépare Québécois et Premières nations, le temps semble s'être suspendu. Pour Domingo, cette faille n'a, d'une certaine façon, plus lieu d'être puisque peuples premiers et nouveaux arrivants partagent désormais la forêt – où les uns s'isolent pour survivre et que d'autres exploitent pour prospérer... En réconciliant ces deux mondes, le CREAF propose d'envisager la forêt autrement : à la fois comme refuge et comme ressource bénéfique aux communautés rurales, pourvu qu'on reconnaisse le savoir-faire des nations autochtones, fondé sur le respect de la nature dans son intégralité.

Ministère de la Culture et des Communications, Ministère des Régions, Conseil régional de développement Lanaudière, mai 2000 : Territoire Culturel est priorisé dans le cadre de l'entente spécifique sur la culture et les communications. Nous recevons une subvention qui nous permet de mettre sur pied un centre de production en arts médiatiques, le Bureau Multimédia ; de réaliser le site Internet du Territoire Culturel ; y inclure le premier portail consacré à la Matawinie, ainsi que le premier répertoire sur le patrimoine naturel et culturel de la Matawinie. Nous créons un herbier numérique, L'Herbier Matawin, en hommage à notre région – herbier qui a la particularité d'introduire les visiteurs aux utilisations des plantes dans les arts et l'artisanat. La subvention permettra aussi de présenter en ligne les collections thématiques du CREAF, soit les tous premiers artefacts et échantillons inédits, résultats des

expériences réalisées à partir de la flore locale et des résidus de la coupe forestière. Par ces réalisations, le CREAF veut démontrer qu'il est possible d'associer l'ancrage dans le terroir forestier avec une mise en valeur originale de ses ressources, qu'elles soient naturelles, paysagères ou géologiques.

Peu après, la municipalité de Saint-Michel-des-Saints appuie le projet d'une étude de faisabilité pour le développement du CREAF sur des lots intramunicipaux situés près du réservoir Taureau. Nous cherchons en effet des terres non encore affectées, dont personne ne réclame l'usage, pour y établir l'entrepôt de cueillettes et de formation du CREAF. Quelques semaines plus tard, à l'occasion d'une journée de réflexion sur l'économie sociale, le Centre local de développement (CLD) de la Matawinie appuie le projet et prête son concours à l'élaboration d'un plan d'affaires pour la mise en marché d'ateliers de formation et la fabrication de produits forestiers inédits. Groupe Territoire Culturel est reconnu comme étant une entreprise d'économie sociale. Dix-huit mois et... soixante réunions plus tard, le CLD de la Matawinie, via le conseil des maires de la MRC, lui-même chapeauté par le CDEST de Montréal chargé de vérifier la viabilité financière du projet, nous accorde une subvention de 50 000 \$ pour démarrer « l'entreprise ». Le projet est présenté à Guy Chevette, alors député de Joliette, ministre des Transports, de la Faune et des Parcs, des Affaires autochtones, et ministre responsable de la région de Lanaudière. Après un entretien en apparence cordial, celui-ci nous donne « carte blanche » pour chercher un territoire disponible dans la région de Lanaudière, et nous confie aux bons soins de ses fonctionnaires régionaux. Ceux-ci nous accueillent avec un sourire, mais les cartes qu'ils nous montrent, à plusieurs reprises, ne font état que de coupes à blanc, de zones dévastées par des tornades, donc inutilisables pour les besoins du projet ; certaines datent même de 1850, notamment celle qu'on nous présente, avec quelque amusement, au bureau de Joliette puis lors d'une rencontre de concertation à la Municipalité de Sainte-Émélie en 2002, qui réunit tous les décideurs locaux. Bref, il ne semble pas qu'on veuille nous montrer où sont les vraies terres disponibles... Nous apprendrons plus tard que certains élus et de notables se sont réservés les meilleurs parts, laissant à notre ignorance le soin d'être stupéfaits par les « passes » qui se pratiquent officiellement : telle zone cachée dans la réserve Mastigouche appartient au ministre ; tels lacs et leurs abords sont promis au développeur Untel ; telle pourvoirie, contre laquelle ont été déposés 342 chefs d'accusation pour fraudes, emplois au noir et autres irrégularités, reçoit des subventions pour redorer son image ; tel camping ayant rasé illégalement les arbres en bordure du lac Taureau, sera déclaré « Entreprise de l'année ». Mais nous n'avons encore rien vu des jeux de pouvoir qui se pratiquent en forêt. À tout territoire, ses prédateurs...

C'est donc avec une certaine naïveté ou, certains jours, avec une forme de désillusion enchantée, que nous continuons notre quête. En attendant l'attribution prochaine d'un territoire, qu'on nous « promet » dans la foulée de la création de sept nouveaux parcs régionaux, nous multiplions les actions pour sensibiliser nos interlocuteurs aux nécessités du développement culturel, tout autant que nous tentons de démontrer, par les humbles voies du CREAF, qu'il existe

d'autres manières de mettre en valeur la forêt. Ceci pendant que le carnage industriel poursuit son œuvre méthodiquement : coupant, pillant, reboisant uniformément (dans le meilleur des cas) les parages du lac Taureau, et affichant un optimisme tempéré par la fermeture prochaine et vraisemblable des usines à bois de la région. Mais la dévastation croissante s'ajoutant au constat que la faune disparaît plus vite que son habitat, une colère s'empare de Domingo qui ne voit plus que l'étendue du mensonge qui recouvre le paysage pollué par le formaldéhyde de l'usine à panneaux, et n'a plus de mots pour dénoncer l'augmentation des cancers parmi la population locale... Nous quittons la région de Saint-Michel-des-Saints pour nous établir à Sainte-Émélie-de-l'Énergie, petite paroisse entourée de « montagnes » qui ondulent quelques villages plus au sud. Là, tout semble plus prometteur. Tandis que nous accueillons en 2001 le cinéaste Maurice Bulbulian qui, avec les Productions de la Chasse Galerie (Saguenay) prépare un film sur le Territoire Culturel et sur Domingo qu'il qualifie de « territoire primordial », la Municipalité de Sainte-Émélie vote une

(survie en forêt, multimédia). Le projet est financé autant par le Ministère que par les compagnies forestières Louisiana-Pacific et Ressources forestières biotiques. Dans le même temps, l'organisme Espaces émergents, issu du Sommet du Québec et de la jeunesse, chapeauté par FDM-Faites de la Musique et le Ministère des Affaires Municipales et de la Métropole, priorise le projet Territoire Culturel et signe une entente triennale de financement reconductible durant dix ans. En contrepartie, Groupe Territoire Culturel est prié de contribuer au réseautage des « cultures émergentes » en région. À ce stade, ce n'est plus seulement le projet lui-même, mais la « philosophie d'intervention » qui le sous-tend qui est citée en exemple : lors du colloque *Cultures émergentes* organisé à l'automne 2001 par le Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal, Territoire Culturel est décrit comme étant un « projet pilote », devant désormais faire l'objet d'un suivi de la part des milieux universitaires (sociologie, histoire de l'art). Nous le présentons ensuite à Gilles Baril, alors député du comté de Berthier, ministre d'Etat aux Régions, ministre des Régions, de l'Industrie et du Commerce, puis des Ressources naturelles, qui l'appuie à son tour...

Pendant que le Territoire se cherche des alliés pour émerger, nous continuons à diffuser les objectifs du projet et à mobiliser amis et collègues artistes. Nous vidons notre chalet pour y recevoir des artistes en résidence, tandis que nous campons dans un atelier en construction. Un premier résident, le dramaturge français Roger Lombardot, prête sa plume à notre cause. Il présentera deux de ses créations : *Lettre à l'enfant* et *Une vie*, qui met en scène la fille adoptive de Léo Ferré. De retour en France, il écrit une pièce de théâtre inspirée de son séjour en Matawinie, *Voyage en Amérique* qu'il reviendra présenter l'année suivante lors des *Rencontres théâtrales du Territoire Culturel*, le premier festival de théâtre en Matawinie, que nous lançons durant l'été 2002. Deux autres compagnies sont invitées en résidence : Le Cochon Souriant, seule troupe de théâtre ambulant au Québec, qui prête son chapiteau et offre des animations quotidiennes à la population, et L'Impromptu de L'Assomption qui présente *Fenêtres*, une création inédite¹⁹. S'ajoutent à eux la troupe M'as-tu-vu (club de l'âge d'or du village) et plusieurs autres musiciens et talents locaux. La Municipalité voit l'occasion de profiter du chapiteau pour mettre sur pied deux journées « Culture environnement » : des kiosques CREAM et d'autres, qui font la promotion du recyclage et autres gestes écologiquement responsables. Le lien nature-culture que nous tentons de faire valoir semble germer dans la communauté... À la fin des *Rencontres théâtrales*, la Municipalité, séduite par la générosité des comédiens envers la population, accorde le statut de « citoyens d'honneur » à tous les membres du Cochon Souriant : un privilège qui donne le droit de s'établir au village en étant exonéré de taxes à vie...

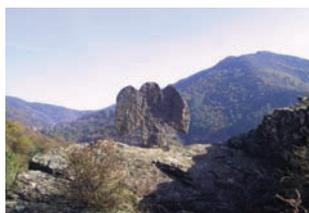
Parallèlement, Roger Lombardot qui mène une action artistique similaire dans la région des Cévennes en France, propose à l'association Sur le sentier des lauzes, qui regroupe architectes, artistes et artisans de la vallée de la Drobie, de créer une vallée culturelle inspirée du modèle du Territoire Culturel²⁰. Celle-ci s'inscrirait à l'intérieur du projet de Parc naturel des Monts d'Ardèche, sur le point d'être créé, qui doit regrouper 136 villages et hameaux dispersés à flanc de montagne. L'association approuve l'idée, puis s'associe au Parc pour fonder



> Domingo Cisneros, *Parole de lauzes*, 2001.



résolution qui met à notre disposition le secteur du lac Koël, les boucles des sentiers de randonnée jouxtant le Sentier de la Matawinie, porte d'entrée du Sentier National qui traverse tout le Canada. Nous disposons désormais de 1600 hectares à flanc de montagne pour y tester le « camp de base » du Territoire Culturel et démarrer des animations éducatives en forêt. Nous y développons, dans le cadre du Programme de mise en valeur des ressources forestières Volet II : Forêt-Québec, le projet *Les Sentiers des Arts* : nous réalisons des inventaires forestiers, fauniques, et ethnobotaniques du territoire attribué à titre expérimental ; nous établissons une cartographie des sites et des ressources naturelles propices à des activités artistiques ; nous formons quatre jeunes à devenir « moniteurs en art nature »



19 *Fenêtres* : pièce de Ginette Racine, présentée dans sa deuxième version, avec les comédiennes Anne Millaire et Marie-Anne Alepin.

20 *Sur le sentier des lauzes : vers l'émergence d'une vallée culturelle* [en ligne], www.surlesentierdeslauzes.fr/.

la « vallée culturelle ». C'est à Domingo que revient l'honneur de l'inaugurer : invité à réaliser une installation pérenne sur le Sentier des lauzes, il y posera ses « premiers pas d'artistes » en réhabilitant une source oubliée, site traditionnel des lavandières d'autrefois, en remontant un muret de pierres sèches, perdu dans les broussailles, et en y sculptant 30 silhouettes en pierres, réunies sous le titre *Parole de lauzes*, gage d'une promesse tenue envers les anciens et les nouveaux habitants des montagnes. Cette intervention marquera le point de départ de la vallée culturelle qui, depuis, est devenue le théâtre d'événements artistiques en nature, parcours propice aux randonnées musicales, à quelques kilomètres d'un des berceaux de l'art préhistorique, la grotte Chauvet.

Pendant que le Territoire Culturel s'exporte, en quelque sorte, au-delà de ses frontières à venir, la question de son implantation et, surtout, de ses retombées futures, continue d'occuper plusieurs élus et intervenants matawiniens, dont certains commencent à mesurer les enjeux du développement par la création artistique. La reconnaissance du caractère particulier du projet est confirmée par le CLD de la Matawinie, qui devient le premier CLD au Québec à octroyer un statut spécial à notre entreprise en votant, en 2002, une modification des critères d'attribution des subventions au démarrage d'entreprises, dans le cas des entreprises « culturelles ». C'est une reconnaissance décisive à notre petite échelle car elle permet aux entreprises émergentes de bénéficier désormais des nouvelles aides que nous avons contribué à débloquent pour la création d'emplois culturels. Même reconnaissance du côté forestier : le Ministère valide l'introduction d'un volet « culturel » et non plus seulement « éducatif » dans le Programme de mise en valeur des ressources forestières, volet II. Il nous accorde une nouvelle subvention pour continuer le développement des recherches du CREAM. Cette fois, nous n'allons pas nous contenter de développer des formations inédites sur l'utilisation des ressources végétales forestières, ou de mettre en marché des produits de première transformation, nous allons pouvoir faire de la recherche « pure », expérimenter et développer de nouvelles matières, en vue de nouvelles applications. C'est ainsi qu'au cours des années 2003 et 2004, nous réalisons le projet *La forêt créative* dont le résultat est fructueux : invention de « l'argile végétale » (une argile naturelle, faite à partir de plantes, qui ne nécessite aucune cuisson, et qu'on peut décliner sous plusieurs formes, textures, parfums et consistances) ; invention de la « pâte à feu » (une matière qui permet d'allumer un feu dans n'importe quelles conditions, même sous la pluie, et qui permet aux campeurs d'éviter de respirer des produits toxiques comme le pétrole, le kérosène etc.) ; développement de la « bijouterie botanique » (recherche sur toutes les espèces de plantes et d'arbres creux, sur leur flexibilité, leur durabilité, projet qui nous conduit à expérimenter autant avec les écorces que les branches, les feuillages et les racines de diverses plantes). Comme Domingo ne se lasse pas d'envisager chaque arbre à la fois comme un être unique et comme un monde en soi, il tire matière éternelle de l'*Arbor Vitae*, soit du cèdre aux mille usages, jusqu'à concevoir son *Paradis* : une installation abondante en produits et objets tirés des seules écorces intérieure et extérieure du cèdre²¹. À la suite du projet *La forêt créative*, nous créons la compagnie De la forêt qui se consacre à la production

de tisanes, de thés sauvages, d'encens de conifères et autres dérivés des sous-bois. Après un lancement au salon One of a Kind Show²² et une entente signée avec un distributeur²³, De la forêt créera plusieurs cycles de produits, dont 5 000 tisanes d'anneda, le fameux breuvage administré par les Autochtones à Jacques Cartier et à ses hommes, boisson qui les sauva, dit-on, du scorbut. Une contribution « autochtone » offerte symboliquement en mémoire du geste d'hospitalité qui honore les Premières nations, lors de l'inauguration de l'Espace 400^e pour les célébrations du 400^e anniversaire de la ville de Québec²⁴.

Côté Territoire Culturel, projets et concertations s'enchaînent. Le Conseil des Arts du Canada appuie à son tour le Bureau Multimédia que je développe parallèlement au CREAM et soutiendra durant cinq années le fonctionnement du centre de résidences en arts médiatiques (2002-2007). Durant cette période, je mets sur pied Les Enseignants errants, un programme de formation et de production vidéo à l'intention des communautés isolées²⁵. Nous réalisons un film sur la légende de Saint-Ignace-du-Lac avec l'École secondaire des Montagnes²⁶. Nous coproduisons un documentaire de Michel Bériault, *Sur la trace d'un trappeur*, tourné dans la zec Lavigne²⁷. Constatant qu'il n'existe aucun lieu de formation à l'écriture de scénario de long métrage de fiction au Québec, je crée le programme *La Septième Parole* qui accueillera les réalisatrices et productrices Carmen Garcia et Jennifer Alleyn. Nous recevons ensuite plusieurs artistes en résidence : Michel Lefebvre (Agence Topo, Montréal) avec son projet *Pax*, une fiction interactive pour le web ; Bogdan Stefan (Productions Neuf Image, Saguenay) qui écrit *Sur la frontière*, un long métrage de fiction ; Rita Casdia, vidéaste italienne, qui réalise un court métrage satirique sur la solitude à Sainte-Émélie ; Laure Morali, pour le montage de son documentaire sur l'écrivain kiowa Scott Momaday ; Caroline Martel (Productions Artifact), qui écrit un documentaire sur les ondes martenot ; Nicole Bellefleur, vidéaste innue de la communauté d'Ekuanitshit, qui monte un film sur sa communauté.

Durant ces projets, réalisés « en attendant » que la concertation régionale qui s'éternise depuis des mois, à propos du Territoire et de sa localisation, finisse par aboutir alors qu'elle n'avance pas, nous réalisons notre attachement de plus en plus fort à la Matawinie, dont nous devenons les porte-parole plus ou moins officiels. Interventions dans le développement local, réflexions sur la notion de paysage lors de consultations sur l'aménagement territorial, mémoires déposés, colloques et débats affinent notre perception des enjeux qui se dessinent entre politique municipale, consultations citoyennes et prises en compte des questions environnementales. Nous serons le seul organisme à demander avec insistance à la MRC de Matawinie de se doter d'une politique culturelle, et à la Municipalité de Sainte-Émélie d'en faire autant. Au-delà du Territoire Culturel, dont nous découvrons qu'il suscite en Matawinie toute une gamme de réactions – de l'admiration à la méfiance, en passant par des récupérations approximatives –, se situe le seuil de notre intervention « sociologique » dans le paysage rural, la limite de notre engagement envers nos concitoyens dont certaines aspirations les plus élémentaires sont malgré tout bafouées par les pouvoirs publics²⁸. Observant le mouvement général d'émancipation des municipalités rurales à l'égard des centres urbains, doublé d'un

21 « Le paradis » : première partie d'une installation de Domingo Cisneros intitulée *La reconquête : paradis, enfer, purgatoire*, exposée au Lieu, centre d'art actuel à Québec, en mai et juin 2008.

22 « One of a Kind Show » : salon canadien des métiers d'art, créé à Toronto puis présenté au Vieux Port de Montréal en 2004.

23 Distributions L'Escalier : entreprise de réinsertion sociale située à Montréal, partenaire d'Espaces Émergents.

24 Inauguration de l'Espace 400^e au bord du bassin Louise dans le vieux port de la ville de Québec, en juin 2008.

25 Les enseignants errants fut développé dans le cadre du projet *Ancrage* pour lequel Groupe Territoire Culturel reçoit le soutien financier de la Conférence régionale des élus (CRE) de Lanaudière.

26 Projet réalisé en partenariat avec le projet École en mouvement, œuvres en mouvance des Productions Inimagis (Montréal), et en collaboration avec les Productions du Haut de la Montagne (Saint-Côme), en 2003-2004.

27 Film coproduit avec les Productions Drôles d'Oiseaux, en 2004.

28 Les règlements contenus dans le schéma d'aménagement régional PSAR II (version 2006) interdisent aux artistes d'avoir des ateliers plus spacieux que leur domicile, stipulent que la construction de salles de spectacle de plus de 200 places est impossible sur toute l'étendue de la Matawinie, réprimandent les artisans réticents à avoir pignon sur rue. Impossibilité aussi d'avoir accès à des activités ou à des formations culturelles lorsqu'on est résident à l'année longue : celles-ci doivent être réservées aux villégiatures, en complément des activités récréotouristiques.

29 « Ah, vous êtes la femme du monsieur autochtone qui revendique son territoire ? » demandera le responsable du bureau régional du ministère des Ressources naturelles à Joliette, pourtant rencontré à plusieurs reprises dans le cadre de la recherche du territoire appuyée par Guy Chevrette.

30 Nous recevons des menaces de mort proférées par un ingénieur forestier dans les bureaux de la direction régionale de l'entreprise Louisiana-Pacific, division Saint-Michel-des-Saints, au moment de la signature d'une entente de financement pour la réalisation d'un projet, Volet II, Forêt Québec, en 2004.

31 La zec Lavigne, un territoire de 405 km² situé entre Saint-Zénon, Saint-Côme et Notre-Dame-de-la-Merci, est pressentie par ses dirigeants comme un lieu possible d'implantation du territoire culturel : après visite des lieux et examen des cartes, un site possible est retenu. La zec correspond aux critères recherchés puisqu'elle est constituée de terres publiques qui offrent un « accès démocratique » à plus de 700 membres. Mais du jour au lendemain, le conseil d'administration de la zec changera d'idée sans fournir d'explications.

32 « De Mineralis » : projet de sculptures de Domingo Cisneros, présenté au Conseil des Arts du Canada par ADN (Action Diffusion Nomade) dans le cadre du festival *Déménagement IV*.

33 Université McGill, Réserve Gault, juillet 2003.

34 *Projet Marais d'eau douce : Éphéméride 03*, conduit par l'artiste en arts visuels Luce Pelletier sur les bords du fleuve Saint-Laurent, en lien avec le CEG (Centre d'exposition des Gouverneurs) à Sorel-Tracy. « Domingo Cisneros transmettra son savoir aux artistes dans l'utilisation de matériaux traditionnels liés à la pratique artistique contemporaine. L'expérimentation artistique de chacun apportera une réflexion particulière à la pratique de la vannerie réactualisée. Lors du vernissage, le visiteur pourra alors regarder les œuvres des artistes en art actuel tout en découvrant sous un nouveau jour les plantes aquatiques. Il arpentera ce territoire particulier qui lui dévoilera les traces de l'art qui, étrangement, se conjuguent ici comme seconde nature », souligne le communiqué de presse (www.sorel-tracyregion.net/culture/page/culture/article/a/636).

35 Quelques mois plus tard, alors que les autorités bulgares se montrent intéressées par la possibilité de créer un Territoire Culturel, le CALQ refuse d'appuyer la deuxième phase du projet. Motif : Groupe Territoire Culturel n'est pas un organisme « assez québécois » donc, à ce titre, pas assez représentatif du Québec...

36 Lorsque, à l'automne 2005, une étudiante française de l'IUP Denis-Diderot de l'Université de Bourgogne nous écrit pour solliciter un stage afin d'étudier « de l'intérieur » le fonctionnement de Groupe Territoire Culturel et de rédiger son mémoire de maîtrise en gestion d'entreprises culturelles sur « le projet Territoire Culturel »... nous hésitons, n'étant pas vraiment en mesure d'encadrer un stage à temps plein. Comme l'étudiante insiste, fait valoir l'intérêt de faire connaître le projet en France, nous acceptons. En avril 2006, elle plonge dans les entrailles de notre organisme, décortiquant les raisons objectives, subjectives et autres hypothèses qui expliqueraient tout à la fois le succès de principe du projet et la résistance à l'adopter complètement qu'on sent malgré tout en Matawinie. L'étudiante questionne plusieurs élus, organismes partenaires et collègues en art nature, intriguée par les appuis récoltés tout autant que les silences qu'on lui renvoie aussi. Lors de la rencontre avec la Commission d'aménagement de la MRC Matawinie, où nous présentons un mémoire pour demander la révision du PSAR II, l'étudiante explique aux élus qu'elle a fait 5 000 kilomètres pour découvrir comment un projet comme Territoire Culturel, auquel s'intéresse son université, peut influencer le développement local. Quelques jours plus tard, la journaliste que nous avions invitée à assister à l'intervention de Domingo en France, devenue agente de liaison de la Municipalité de Sainte-Émélie, s'invite inopinément et propose à l'étudiante de « découvrir la Matawinie » plus en profondeur que nous ne pourrions le faire. L'étudiante accepte et part avec elle. Nous ne la reverrons jamais. D'un village voisin, elle nous appelle pour annoncer qu'elle met fin à son stage chez nous, qu'elle logera chez la journaliste d'où elle poursuivra son « enquête sur le territoire », mais plus dans les mêmes termes qu'avant. Refusant de nous donner une explication, elle restera en région quelques semaines encore avant de repartir pour la France. Nous ne le savions pas encore : l'étudiante venait de découvrir le projet *Territoire Matawinie* mené par la journaliste et plusieurs élus, le « noyau porteur » de la région...

désir de revalorisation et de positionnement plus stratégique sur l'échiquier national, nous assistons à la concurrence des intérêts officiels et officieux, au double jeu de certaines administrations et, puisqu'on nous sommes bel et bien en forêt, au maniement de la « langue de bois » par leurs représentants. À plusieurs reprises, nous découvrons les confusions qui sont créées pour exalter ou étouffer la portée du projet : certains misent sur la vocation de conservation du Territoire Culturel pour empêcher qu'il y soit réalisé aucune construction ou activité ; d'autres préfèrent le reléguer au delà des routes carrossables, afin qu'il ne gêne pas les spéculations immobilières déguisées en schémas d'aménagement régional ; d'autres encore l'assimilent à une revendication territoriale autochtone qui, parce qu'elle serait autochtone, freinerait l'expansion de certains parcs régionaux, eux mêmes créés sur des terres volées aux nations autochtones²⁹... Lors de concertations locales, comme celle réunissant sous un même toit municipal élus, directeurs de parcs, de MRC, fonctionnaires de ministères, d'organismes de développement - nous assistons à des incohérences gênantes, à des fraudes officielles, à des impunités infantiles³⁰. On nous présente des cartes falsifiées, des données erronées, des chiffres biaisés, des zones inexistantes. On nous fait croire à un intérêt réel envers le projet, pour se rétracter juste après, sans explications³¹. Mais surtout, on nous démontre à une incapacité à jouer franc-jeu, tant les guerres de clocher font encore loi, tant les intérêts des uns et des autres sont enchevêtrés entre passe-droit et légalité. Impossible de séparer le bon grain de l'ivraie.

En attendant que les fruits de la discorde municipale soient mûrs, et que nous récoltions ce que nous avons semé, Territoire Culturel prend le large pour un temps. Durant l'élaboration de l'installation *De Mineralis* dont Domingo réalise la première partie au Centre de la nature du Mont-Saint-Hilaire en 2003³², le concept de Territoire Culturel est cité comme « modèle de développement durable » dans les travaux d'une universitaire française portant sur les réserves de la biosphère³³. Dans l'archipel du lac Saint Pierre - une autre réserve de la biosphère - sur les rives du fleuve Saint-Laurent, Cisneros forme une vingtaine d'artistes à l'utilisation des plantes aquatiques et subaquatiques dans les arts : quenouilles, joncs, algues, roseaux, etc.³⁴ Le CREAf s'adapte à ce nouvel écosystème, autant pour expérimenter que pour répondre aux besoins des artistes. En 2004, c'est au tour de la commissaire indépendante Katya Karayvanova d'effectuer, avec le soutien du Conseil des arts et lettres du Québec, un voyage d'exploration en Bulgarie pour étudier la possibilité d'implanter un Territoire Culturel dans la Vallée des roses³⁵. La même année, le CREAf sera invité à participer au XII^e Congrès mondial forestier, dans la réserve Huronne de Wendake (Québec). Et durant l'été, une formation CREAf sur les argiles végétales sera donnée au Jardin botanique de Montréal ; le même atelier sera repris au Carrefour des nations, dans la réserve de Wendake, en 2006. Mais une surprise nous attend en Matawinie, où se trame une autre fable, digne d'un feuilleton paroissial³⁶.

C'est l'époque où nous décortiquons, préalablement à la consultation publique qui s'annonce, les 600 pages du PSAR II, ou Schéma d'aménagement de la MRC de Matawinie, qui n'est autre que le plan de développement régional allant

être adopté pour les 30 prochaines années. Celui-ci révèle que les territoires non organisés du nord de la région vont être ouverts à la spéculation immobilière, que les revendications autochtones ne seront pas prises en compte, et que le développement culturel, s'il a lieu, ne concernera que les activités « complémentaires » au récréotourisme, pour les villégiateurs seulement, à raison de « deux nuitées par an », et uniquement « les jours de pluie ». Surpris par ces perspectives de « développement » dont aucune se s'adresse à la population résidente, nous demandons à rencontrer la Commission d'aménagement afin d'obtenir des précisions sur l'orientation donnée au développement futur de notre région. Silence glacial de la Commission, qui prend toutefois bonne note



> Domingo Cisneros et Sonia Robertson, *Wampum 400*, Jardins Éphémères de l'Espace 400^e, Québec, 2008.



> Domingo Cisneros et Louis Hamelin, événement *Aimititau ! Parlons-nous !*, Espace 400^e, Québec, 2008. Photo : Guy Sioui Durand.



> Domingo Cisneros, *Anima Bruta*. Photo : François Bergeron.

de nos doléances³⁷. Devant notre demande réitérée de création d'un Territoire Culturel, pourtant appuyée par les élus, le préfet éclate de rire³⁸. Nous mettrons quelques semaines à découvrir le pot aux roses : la Municipalité de Sainte-Émélie, avec qui nous travaillons depuis trois ans et qui affirme nous appuyer depuis le début, a créé, en lien avec la Société d'aide au développement de la collectivité³⁹, un projet de « territoire Matawinie » qui regroupe plusieurs des organismes avec lesquels nous nous sommes associés. Le nouveau territoire vise à développer une identité culturelle matawinienne, à rassembler des tables de concertation citoyennes et à promouvoir une forme de « démocratie participative » s'arti-

culant désormais autour du lien nature-culture⁴⁰... Croyant faire preuve de vision, et surtout, de finesse, la Municipalité de Sainte-Émélie a écarté Territoire Culturel, dont elle a pourtant adopté l'orientation écologique et patrimoniale, pour valider la notion de « territoire » définie par les universités de pays⁴¹ ; elle a pris soin d'exclure de la concertation le seul organisme local travaillant depuis plusieurs années sur la notion de territoire, un certain Groupe Territoire Culturel⁴²... Faut-il en rire ou en pleurer ?

Nous nous sommes posé la question en lisant, quelques semaines plus tard⁴³, le communiqué de Culture Lanaudière qui, par la voix de sa présidente sortante, se félicitait à son

- 37 Celles-ci seront prises en compte au terme de trois années de réflexion, dans la nouvelle version du PSAR II, finalement adoptée dans la plus grande discrétion par la MRC de Matawinie à l'été 2009.
- 38 « Et si on vous donne un âcre, c'est assez pour développer le plus grand espace culturel au monde ? » demande le préfet.
- 39 SADC Matawinie.
- 40 Le mandat de Groupe Territoire Culturel précède cet énoncé puisqu'il propose de « sensibiliser la population et le public en général à l'importance de la relation nature-culture dans notre identité culturelle ».
- 41 Universités de pays : rassemblements de citoyens français qui se basent sur la notion de « pays » créés au sein des « communautés de communes » pour tenter de réinvestir l'espace rural après le mouvement de décentralisation qui a affecté les régions françaises après la création de l'Union Européenne. Les Universités de pays visent à susciter un élan d'animation des « territoires », nouvelle appellation pour désigner des portions de région présentant une caractéristique particulière constitutive de leur identité.
- 42 Nos demandes pour nous inscrire au printemps 2006 à l'une des tables rondes du territoire Matawinie ouvertes aux citoyens et aux organismes de la région, intitulée Vivre ensemble et culture, animée par la même journaliste, attachée politique et conseillère municipale en culture, sont rejetées. Le but de ces tables est pourtant de susciter une forme de « démocratie participative » en région.
- 43 En juin 2006
- 44 TPS : Taxe sur les Produits et Services, ministère du Revenu du Québec.
- 45 La Municipalité de Sainte-Émélie, bien que s'étant félicitée du succès de l'événement, ne communiquera plus avec Groupe Territoire Culturel durant les quatre années qui suivront les *Rencontres théâtrales du territoire culturel*. C'est durant cette période que la Municipalité démarre son projet de territoire Matawinie.
- 46 Laure Morali (dir.), *Aimititau ! Parlons-nous !*, Montréal, Mémoire d'encrier, mars 2008. Le lancement aura lieu au Musée amérindien de Mashteuiatsh en avril 2008. Plusieurs membres de Groupe Territoire Culturel (Domingo Cisneros, Louis Hamelin, Laure Morali, Nahka Bertrand, Sonia Robertson, Antoinette de Robien) figurent parmi les auteurs, traducteurs ou organisateurs du lancement.
- 47 Territoire identitaire : termes utilisés par le sociologue et critique d'art Guy Sioui Durand pour évoquer la représentation des cultures autochtones sur le sol québécois et ici, plus spécifiquement, pour désigner l'intervention de Domingo Cisneros et Sonia Robertson au sein des Jardins éphémères de l'Espace 400^e à Québec.
- 48 Exposition *Penser le paysage*, du 14 juin au 1^{er} septembre 2008, à la Maison du Village, Centre d'exposition de Val-David. Avec Mitchell Akiyama, Isabelle Hayeur, Daniel Hogue, Pierre Leblanc et Marie-Ève Martel. Commissaire : Édith-Anne Pageot.
- 49 Exposition *Penser le paysage*, du 14 juin au 1^{er} septembre 2008, à la Maison du Village, Centre d'exposition de Val-David. Avec Mitchell Akiyama, Isabelle Hayeur, Daniel Hogue, Pierre Leblanc et Marie-Ève Martel. Commissaire : Édith-Anne Pageot.
- 50 *Carnets de navigation* : publications réalisées par La Traversée, atelier québécois de géopoétique, Université du Québec à Montréal.
- 51 *Le choix d'Antoine Labelle* : journal couvrant le territoire de la MRC d'Antoine-Labelle, dans les Hautes-Laurentides.
- 52 La politique culturelle de la MRC de Matawinie est adoptée à Rawdon le 14 octobre 2009 par le Conseil des maires de la Matawinie.

tour de son bilan dont l'action s'étendait désormais sur tout le « territoire culturel lanadois » ; le nouveau Conseil de la culture affirmait également, dans sa nouvelle brochure d'information, être le « seul organisme en région à envisager le développement culturel sous l'angle territorial »... En téléphonant au ministère du Revenu pour vérifier notre inscription à la TPS⁴⁴, on nous indique que notre nom ne figure pas au fichier. Quelques instants plus tard, la préposée s'excuse de son erreur : nous étions inscrits sous le nom de « Groupe Terroriste Culturel » ! Face à ces formulations équivoques ou au contraire, banalisées au point de frôler le plagiat, alors que le projet est connu, déposé, incorporé, appuyé, subventionné, qu'il possède charte, membres, événements, fonds de recherche et d'expérimentation - nous nous sommes questionné : est-il encore souhaitable de développer un Territoire Culturel en Matawinie ? Quelqu'un conteste-t-il l'usage démocratique et novateur que nous souhaitons faire de terres « publiques » ? Se peut-il que notre revendication, faite au nom de la communauté artistique, ait aussi pour couleur une ombre rouge qui pèse sur l'inconscient collectif d'un Québec « pure laine » que la menace des *estranges* que nous sommes, ou des « plumes » que nous pourrions être, donne le droit de réprimer ? Ou doit-on supposer que notre influence, d'abord visible dans les médias régionaux, ait ensuite été étouffée par les administrations locales⁴⁵ ?

Si la réponse ne nous appartient pas, elle n'empêche pas la diffusion du projet, dont le rayonnement se poursuit sous la forme de partenariats au-delà des obstacles locaux. Durant l'été 2006, Télé-Québec effectue un reportage sur le Territoire Culturel et les résidences en arts médiatiques du Bureau Multimédia, pour l'émission *Méchant contraste : culture!*. En 2007, la communauté ilnue de Mashteuiatsh invite Domingo à donner un atelier CREAM intitulé « Mère forêt : matière première », pour enseigner aux artistes autochtones à utiliser certaines plantes de la forêt et pour stimuler le démarrage de nouvelles entreprises. Au printemps 2008, plusieurs membres de Groupe Territoire Culturel participent à l'écriture d'un livre de correspondances entre écrivains autochtones et québécois partageant le même territoire : *Aimititau ! Parlons-nous!*⁴⁶. Parallèlement, Domingo concevait avec l'artiste Sonia Robertson un jardin autochtone, définit comme étant un « territoire identitaire »⁴⁷ ; les cueilleurs du CREAM se relaient durant un an pour collecter des plantes, participant ainsi à la création du *Wampum 400*, une installation monumentale en végétaux tressés, commandée des Jardins Ephémères de l'Espace 400^e à Québec. Avec cette œuvre, Cisneros et Robertson posent un geste politique et symbolique en signe de résistance culturelle. Quelques jours plus tard, c'est au Centre d'exposition de Val-David que Domingo est invité à présenter le projet de Territoire Culturel⁴⁸. À l'automne, c'est au tour de La Traversée, atelier québécois de géopoétique⁴⁹ de venir suivre un atelier intitulé « Forêt : derrière l'écorce, un art de vivre ». Durant quatre jours, les universitaires découvrent les différentes facettes de la verge d'or (*Solidago canadensis*), expérimentant ses multiples possibilités, tant sur le plan culinaire et médicamenteux qu'artistique (teintures, fibres, argiles végétales). Ils explorent le secteur du lac Koël, où ils composent des poèmes et une cartographie géopoétique, avant de publier leurs réflexions dans les *Carnets de navigation*⁵⁰. À l'été 2009,

Domingo donne le deuxième volet de la formation « Mère Forêt : matière première » à la pourvoirie Mekoos, dans le cadre de l'école d'été des arts et des métiers d'art de Mont-Laurier. La pourvoirie, tout comme Les Précambriens, toujours solidaires, espèrent le convaincre de revenir démarrer le Territoire Culturel dans les Laurentides, car plusieurs municipalités le souhaitent toujours. Au sortir de la formation, plusieurs journaux évoquent ce possible retour en terres laurentiennes ; *Le choix d'Antoine Labelle*⁵¹ titre en première page : « Notre MRC... : un possible "territoire culturel" ? », tandis que le Centro Rural de Arte, basé à Buenos Aires (Argentine) invite le CREAM à participer à un échange international à l'Estacion Forestal. Septembre 2009 : l'Association du parc Sacré de Mashteuiatsh consulte Domingo dans le cadre d'un échange avec des indiens Quechua de l'Equateur, réunis en coopérative de production forestière, Jambi Kiwa, pour apprendre à mettre en valeur certains conifères. Octobre 2009 : le CREAM est invité à s'associer au projet de *Forêt modèle* du Saguenay-Lac Saint-Jean ; la communauté de Mashteuiatsh veut lancer un programme de recherche et de développement sur les argiles végétales. Indépendamment, le collectif d'artistes Interaction Qui, propose à son tour de réaliser un projet intitulé *Art Aventure : un territoire culturel ilnu dans la réserve faunique Ashuapmushuan...*

Ainsi, l'aventure continue. Le Territoire Culturel n'a pas dit son dernier mot. Il est possible qu'il apparaisse et disparaisse encore du paysage artistique, tel un phénix renaissant de ses cendres. Si l'implanter dans certaines régions du Québec semble possible, la Matawinie feint l'ignorance et fait la sourde oreille. Faire évoluer les mentalités : la croix et la bannière. Une « crucifixion rosée », comme dirait Domingo en pensant au « cauchemar climatisé » d'Henry Miller : maudit calvaire qui associe sueur de sang et rire, mais quel rire, terrible, condamnant l'hypocrisie politique ! Or notre attachement à la forêt boréale se renforce à chaque saison. En l'arpentant du nord au sud, d'est en ouest, nous débusquons ses forces, ses contradictions et ses métamorphoses. C'est que nous n'avons pas fini d'analyser la portée du Territoire Culturel, ni d'en constater les influences directes et indirectes, avant même sa création, tant sur le plan de l'aménagement de l'espace rural que comme modèle de conservation ou comme vecteur de développement culturel. Au moment où j'achève ces lignes, la MRC de Matawinie vient d'annoncer, après trois ans de silence, qu'elle va se doter d'une politique culturelle⁵², dont la spécificité sera la promotion du lien culture-nature. Tout espoir n'est donc pas perdu...

Territoire Culturel : un rêve autochtone immense : des artistes en résidence, dans la forêt, pour de longues périodes de création... Dans un amphithéâtre naturel : Glenn Gould aux abois. Au milieu d'une carrière abandonnée : un sculpteur acharné. À quelques lieues de là, un poète reclus dans sa cabane. Sur un rocher : Ingmar Bergman s'assoit en silence : il observe une chaloupe rentrer à la tombée de la nuit. Arvo Pärt murmure dans le vent. Dans un coin de la nuit, Susan Sontag trinque avec Michael Snow : ils ne se sont pas vus depuis des années. Noam Chomsky écoute un corbeau. Personne ne sait qu'il est là. Virginia Wolf s'éloigne à la rame jusqu'au bout de l'île. Elle s'en va rejoindre l'éternité...[⌂](#)